

ADMINISTRATION MODERNE

Association de femmes haut fonctionnaires

La Présidente

Paris, le 26 octobre 2009

Madame la Secrétaire d'Etat,

Administration moderne est une administration de femmes hauts fonctionnaires qui rassemble plus de 120 femmes cadres de la fonction publique, qu'elles soient anciennes élèves de l'ENA ou originaires d'autres cursus. Notre association créée en 1998 ne peut que constater aujourd'hui l'extrême lenteur de la féminisation des plus hautes fonctions de l'Etat, et ce alors que le vivier existe : l'ENA est depuis sa création ouverte aux femmes, l'X depuis sa création, les corps de conseillers des affaires étrangères depuis plus de quarante ans.

Les chiffres sont sans appel :

En 1997, selon le rapport de Mme COLMOU, les femmes représentaient alors 8% des directeurs d'administration centrale, 19% des chefs de service, directeurs adjoints et sous-directeurs. Ce rapport avait conduit à une prise de conscience puisqu'au 1^{er} juin 1998, on dénombre que les femmes représentent 13% des directeurs d'administration centrale, 21% des chefs de services, directeurs adjoints et sous-directeurs pour une fonction publique de l'Etat qui compte alors 48,8% de femmes.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Les derniers chiffres publiés par la DGAFP sont arrêtés au **31 décembre 2006**.

Les femmes représentent désormais 60% des agents de catégorie A, la proportion des femmes directeurs a à peine augmenté (14,9%), en revanche la progression est plus nette pour les emplois de chefs de service, directeurs adjoints et sous-directeurs (25,4%), cependant ce chiffre est en recul par rapport à l'année 2005 (27,5%). Quant à la différence avec le vivier des personnes « promouvables » au grade de sous-directeurs, elle reste certaine, puisque les femmes constituent 33% de ce vivier. Le nombre de femmes nommées en Conseil des ministres ne dépassent pas 11/12%.

Madame Nadine MORANO

Secrétaire d'Etat chargée de la Famille
et de la Solidarité
14, avenue Duquesne
75007 – PARIS

Après avoir longtemps espéré qu'une réforme des « process » et modes de gestion en vigueur au sein de l'Etat permettraient naturellement aux femmes de trouver leur place à due concurrence de leur place dans les viviers et de leur talent, force est de constater que tel n'est pas le cas. La réforme de l'Etat a connu une accélération certaine depuis l'adoption et la mise en œuvre de la LOLF et plus encore de la RGPP, mais les femmes sont toujours aussi peu visibles. Pourquoi la France ne compte-t-elle par exemple aucune femme ambassadeur dans un pays du G20 ?

Après avoir longtemps écarté la démarche de quotas, notre association constate que comme pour le monde politique et les entreprises, il s'agit de la seule démarche possible : l'Etat doit s'imposer à lui-même ce qu'il exige des autres acteurs et partenaires économiques et sociaux. La constitution reconnaît la validité de cette démarche depuis la réforme de juillet 2008.

Aussi, nous vous proposons **dix mesures** dont la plupart repose d'ailleurs sur le volontarisme politique, et ne demande même pas de modifications législatives ou réglementaires, au moins pour commencer leur mise en œuvre.

- 1) Instaurer la présence d'au moins 30% de femmes dans la parité syndicale des instances de concertation syndicales (CTP, CHS, CAP) d'ici 2 ans, puisque cet effort est censé être réalisé par l'administration.
- 2) Que chaque ministère présente chaque année le bilan de ses nominations aux emplois de directions tant en administration centrale qu'en services déconcentrés : sous-directeur, chef de service et numéro 1 et 2 des services déconcentrés départementaux et régionaux. Chaque département ministériel devra expliquer l'écart par rapport à son vivier et justifier de l'écart, et ce tant devant les instances paritaires qu'au Parlement ;
- 3) Que les nominations prononcées en Conseil des ministres fassent l'objet d'un suivi avec un objectif de 20 % pour le flux à venir d'ici la fin 2010 et 40% d'ici la fin 2012 ; il s'agira d'un indicateur communiqué après chaque Conseil des ministres à la presse.
- 4) Que les nominations au tour extérieur réservées aux fonctionnaires dans les Inspections générales soient faites en fonction du pourcentage de femmes appartenant au vivier des promus potentiels.
- 5) Que les femmes représentent 30% des nominations au tour extérieur dans les grands corps prononcés à la discrétion du gouvernement, et ce corps par corps.
- 6) Que le prochain gouvernement, se donne comme objectif de compter au moins 30% de femmes dans les fonctions de direction des cabinets ministériels (directeur et directeur-adjoints) et de 30 à 40 % s'agissant des conseillers techniques.

- 7) Que chaque ministère publie dans son bilan social la moyenne et la médiane des régimes indemnitaires attribués aux femmes et aux hommes pour la catégorie A, afin de mesurer effectivement les écarts relevés par l'INSEE (22,5%) et les expliciter. Afin de comprendre le phénomène, une analyse par métier et par grade est bien sur nécessaire.

Par ailleurs, il faut donner aux administrations des leviers incitatifs comme :

- 8) Faire de la présence des femmes aux emplois de direction tant en administration centrale qu'en services déconcentrés (à partir de sous-directeur) un indicateur Lolf commun à chaque programme ;
- 9) Faire auditer les procédures de nominations par des agences du type « Vigéo » ;
- 10) Faire réaliser des audits qualitatifs sur le déroulement des carrières des femmes cadres A dans l'administration afin de mesurer précisément les difficultés.

Afin d'évoquer avec vous ces mesures, nous sommes à votre disposition pour un rendez-vous. Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Madame la Secrétaire d'Etat, l'expression de notre considération distinguée.

Nathalie TOURNYOL du CLOS